

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18 novembre 2018

Les travailleurs, la classe ouvrière cherche des réponses aux questions : comment s'en sortir ? Est-ce possible ? Comment faire ?

L'affaiblissement des forces révolutionnaires en France a conduit à l'affaiblissement du syndicalisme de classe indispensable pour faire reculer le capital, l'affronter et résoudre les revendications.

Les luttes sont nombreuses en France, les travailleurs ne se laissent pas faire, les succès obtenus par les luttes sont nombreux mais les objectifs du capital restent les mêmes. Le syndicalisme français n'est plus orienté vers des conquêtes sociales, mais sur la défense de l'existant.

Les centrales syndicales sont toutes engagées dans le « dialogue social » avec le patronat et le pouvoir. Cette orientation politique conduit à des reculs sociaux sans précédent : casse du code du travail, des droits syndicaux, des statuts des entreprises publiques et de la fonction publique, négociations au rabais d'accords nationaux interprofessionnels, négociations d'accords d'entreprise multiples avec chantage à l'emploi, remise en cause des droits à la retraite, des pensions... Certes les centrales syndicales ne sont pas responsables de tout, mais il ne peut y avoir de « dialogue » avec le patronat et le pouvoir en l'absence de rapports de force suffisants pour répondre aux revendications. Cette stratégie de « dialogue social » est sous-tendue par un « syndicalisme rassemblé » revendiqué par la CGT ce qui a pour effet de freiner les luttes interprofessionnelles nécessaires pour combattre la politique patronale.

La lutte des travailleurs avec leurs syndicats d'entreprises, le mécontentement et la colère poussent les confédérations à décider d'initiatives nationales ponctuelles qui restent sans lendemain, sans cohérence, sans objectif revendicatif clair. La bataille pour augmenter les salaires, les pensions, le pouvoir d'achat est inexistante si ce n'est dans les entreprises, alors qu'il faudrait engager une lutte nationale sur ces questions. La perte de pouvoir d'achat pour les retraités s'élève de 350 à 700 euros par an. Cette perte de pouvoir d'achat est également ressentie chez tous les travailleurs, l'augmentation du coût de la vie, de l'énergie, des transports, des loyers, des frais hospitaliers, a un impact très important sur les moyens qu'il reste pour vivre.

Depuis le 9 et 18 octobre dernier où des centaines de milliers de travailleurs et de retraités ont manifesté et fait grève, plus rien ne se passe... laissant les mains libres au pouvoir politique qui poursuit ses réformes sans obstacle.

Les enseignants viennent d'exprimer leur colère face aux suppressions d'emplois dans l'éducation nationale mais personne ne soulève les enjeux politiques que recouvre la « réforme » de l'éducation nationale. La sélection des « meilleurs » du primaire au collège, de l'université aux études supérieures, l'autonomie des établissements d'enseignement visent à éduquer la jeunesse à l'économie capitaliste.

Jean Peyrelevade, ancien directeur de cabinet de Pierre Mauroy du premier gouvernement « d'union de la gauche » en 81, directeur du Crédit Lyonnais, grand serviteur du capital regrette dans le journal « les Échos » que l'économie soit mal enseignée et il précise que : « elle doit être enseignée à partir de la réalité » (capitaliste bien sûr) et il va plus loin en disant : « Il est temps d'expliquer aux élèves ce qu'est une entreprise, comment elle vit, se développe ». Le profit capitaliste est ignoré. L'objectif est clair, former, éduquer dès le plus jeune âge et tout au long de la vie les élèves à l'économie, à la société capitaliste.

La formation professionnelle, l'apprentissage sont soumis aux mêmes critères. Il s'agit ici de l'éducation nationale parce que les enseignants, les parents d'élèves sont confrontés aux fermetures de classes, aux suppressions de postes, aux conditions de travail dégradées. Nous savons que la résolution de ces problèmes passe par un changement radical de politique d'éducation, mais qui le dit ?

On peut reprendre tous les secteurs qui sont attaqués les uns après les autres par les « réformes ». Aucune réflexion politique, c'est la gestion du moment, aucun lien n'est fait sur la cohérence de la politique globale du gouvernement avec les difficultés rencontrées dans les professions. Cette politique syndicale qui consiste à « saucissonner » les difficultés, à les traiter séparément, ne favorise pas la convergence des luttes, leur ancrage dans l'entreprise, leur généralisation nécessaire face à la destruction systématique des acquis sociaux.

Il suffit de faire le bilan du « dialogue social » que les centrales syndicales revendiquent pour en tirer la conclusion concrète que les droits sociaux, les conquêtes sociales obtenues par les luttes disparaissent. On ne peut pas tirer d'autres constats.

Et pourtant, les centrales syndicales persistent dans cette stratégie, elles viennent d'écrire au Medef pour demander un « renforcement du dialogue social garantissant les intérêts des entreprises comme ceux des salariés ». Il n'y a pas de meilleure illustration, de meilleure démonstration de l'association capital-travail, les intérêts des uns et des autres seraient préservés grâce au « dialogue social ». Sauf qu'il faut bien se rendre à l'évidence, l'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement ressenti. Les plans d'austérité se suivent et sont de plus en plus violents, le chômage, la précarité, la pauvreté se développe au rythme des réformes, où est donc l'intérêt préservé des travailleurs ? 5 millions de personnes en France vivent avec moins de 855 d'euros, 9 millions avec moins de 1026 € qui est le seuil de pauvreté. 14,4% de la population est pauvre.